



CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'OBSERVATOIRE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE DU GRAND PERIGUEUX ET DU SDE 24

Entre les soussignés

L'Agglomération du Grand Périgueux, dont le siège est situé au 255 rue Martha Desrumaux, 24000 Périgueux représentée par **Monsieur Jacques AUZOU**, en sa qualité de Président, dûment habilitée à l'effet des présentes.

ci-après désignée « Grand Périgueux »

d'une part,

et

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, dont le siège est situé 7 allées de Tourny, 24019 Périgueux représentée par **Monsieur Philippe DUCENE**, en sa qualité de Président, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après désignée « SDE 24 »

d'autre part,



IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

Depuis le XIX^e siècle, l'homme a considérablement accru la quantité de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère. En conséquence, l'équilibre climatique naturel est modifié et le climat se réajuste par un réchauffement de la surface terrestre. Nous constatons déjà les effets du changement climatique. C'est pourquoi il convient de se mobiliser et d'agir. Nous sommes tous concernés : élus, acteurs économiques, citoyens, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour s'adapter aux changements déjà engagés.

Atteindre la neutralité carbone pour le continent européen en 2050 est l'objectif ambitieux que se sont donnés la France et ses partenaires européens pour lutter contre le réchauffement climatique.

Chaque territoire doit contribuer à l'atteinte de cet objectif. Agir dans ce sens implique de comprendre ce changement climatique et d'en mesurer les impacts pour ensuite orienter les politiques publiques menées et les choix stratégiques à réaliser dans la mise en œuvre de cette transition écologique. Il est important d'œuvrer « Pour une transition juste, pas juste la transition ».

Ainsi, le Grand Périgueux a mis en place en juin 2024 un observatoire socio-démographique et économique qui a pour mission de recueillir, de traiter et d'analyser des données en vue d'aider les élus à opérer des choix stratégiques, évaluer les politiques conduites et anticiper les évolutions du territoire face au changement climatique.

Cet Observatoire est orienté vers trois thématiques principales :

- Bassin et vivier d'emplois sur le territoire du Grand Périgueux et du Département : existant et prospectives
- Mobilité en lien avec la transition environnementale et les usages de vie
- Précarité énergétique

De son côté, le SDE 24 assiste les communes et les intercommunalités qui le souhaitent dans leur démarche de transition énergétique, en mettant à leur disposition des outils de sensibilisation, d'aide à la décision mais aussi de réalisation et de suivi des actions d'efficacité énergétique. Il a également développé un nouveau service public d'électromobilité sur le territoire de la Dordogne.

Le Grand Périgueux et le SDE 24 partagent donc des intérêts communs autour de la transition énergétique. Une mutualisation des données recentrée autour de l'observatoire permettra d'enrichir les constats du changement climatique sur le département de la Dordogne et de répondre de manière collective aux enjeux climatiques par des actions concrètes au travers des choix stratégiques opérés par les élus du territoire.



CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'observatoire à vocation à couvrir l'ensemble du territoire du département de la Dordogne. La présente convention a pour but de définir les orientations générales et les modalités de fonctionnement de cet observatoire à la fois pour répondre aux enjeux locaux et contribuer aux choix stratégiques qui seront effectués par chacune des parties dans leur prise de décision.

ARTICLE 2 : Instances de pilotage et de suivi technique

Article 2.1 : Comité de Pilotage

Il est l'instance de gouvernance de l'observatoire qui oriente et décide des actions. Il sera réuni en tant que de besoin et au moins une fois par an.

Le comité de pilotage (COPIL) se compose des représentants des partenaires signataires.

Il est co-présidé par Monsieur Floran VADILLO, Vice-Président du Grand Périgueux et par Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE 24.

Il s'appuie sur un comité technique (COTECH) qui prépare les travaux et décisions et relaye ses décisions.

Le Comité de Pilotage a pour mission de :

- valider les orientations de l'Observatoire proposées par le Comité Technique ainsi que le programme de travail annuel mis en œuvre dans le cadre de l'observatoire ;
- valider les productions de l'Observatoire, les porter et les faire connaître ;
- valider les évolutions de l'outil qui auront été proposées en comité technique et les sujets qui seront étudiés chaque année.

Le secrétariat et la gestion de l'agenda du COPIL seront assurés par le Grand Périgueux.

Article 2.2 : Comité technique

Le Comité Technique est composé des représentants techniques désignés par les membres signataires.

Il se réunira à minima avant chaque comité de pilotage et en tant que de besoin.

Le Comité Technique :



- propose un programme d'actions et définit une méthodologie de travail ainsi que les moyens à mettre en œuvre ;
- débat des enjeux et choix méthodologiques à proposer pour validation au comité de pilotage ;
- veille à la bonne exécution des actions menées dans le cadre de l'Observatoire ;
- prépare le contenu des Comités de Pilotage.

Le comité technique est le garant du respect des orientations et des engagements pris en comité de pilotage.

Le secrétariat et la gestion de l'agenda du comité technique seront assurés par le Grand Périgueux.

ARTICLE 3 : Engagements des parties

Chacun des partenaires contribue au bon fonctionnement de l'Observatoire et peut apporter une aide financière ou logistique.

Pour le Grand Périgueux, l'Observatoire est situé dans ses locaux au sein de la Direction Développement, Cohésion territoriale et Attractivité. Il sera mis à disposition de l'Observatoire le personnel suivant :

- une responsable de l'Observatoire socio-économique de l'agglomération
- un alternant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Pour le SDE 24, ce dernier s'engage à financer le poste d'alternant pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025. Cette participation financière est limitée à un montant plafond de 10 000€ TTC. Elle sera versée sur présentation des justificatifs de dépense et du livrable mentionné à l'article 6 de la présente convention.

Pour le bon fonctionnement de l'Observatoire, chacun des membres signataires de la convention s'engage à désigner un référent technique parmi ses représentants au comité technique. Celui-ci facilitera l'accès aux données, participera activement aux travaux et assurera le reporting auprès de son organisme d'origine.

Le Grand Périgueux, chargé de la collecte, centralise les données ainsi obtenues pour en faire un recollement, les analyse et propose une lecture en vue d'une validation partagée au sein du comité de pilotage.

Le Grand Périgueux et le SDE 24 se coordonnent pour assurer conjointement le bon fonctionnement de l'Observatoire en proposant notamment :

- Une grille d'analyse avec des indicateurs adaptés et cohérents avec les attentes locales ;
- Le type de données à traiter prioritairement ;
- Les modalités de collecte des données (format informatique partagé...) ;
- Animer l'observatoire pour faciliter les échanges.



ARTICLE 4 : Communication

Toute communication des données collectives, des analyses et des publications produites par l'Observatoire local est soumise à l'accord préalable du comité de pilotage. Chaque membre de l'Observatoire pourra en faire usage dans ses propres productions et communication en précisant l'origine avec la mention : « Source : Observatoire socio-économique du Grand Périgueux et du SDE 24 - date ».

Les données de chaque fournisseur demeurent la propriété de chacun.

Les partenaires s'engagent à apposer sur tous les supports de communication relatifs à l'Observatoire, les logos des membres signataires en respectant la charte graphique de chacun.

ARTICLE 5 : Durée de la Convention

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature par les Parties pour une durée d'un an (1 an) renouvelable 2 fois par tacite reconduction. A ce terme, les Parties se rencontreront six mois au plus tard avant son échéance afin d'examiner ensemble l'opportunité de la renouveler et, le cas échéant, les conditions de son renouvellement.

ARTICLE 6 : Evaluation du partenariat

Au terme de chaque année de collaboration, Le Grand Périgueux transmettra au SDE 24 un rapport de 1 à 2 pages, synthétisant le bilan des travaux menés annuellement et les perspectives que ceux-ci auront ouvertes. Ce rapport fera également le bilan des actions de communication menées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 7 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du Projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 8 : Révision

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par l'ensemble des parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.



ARTICLE 9 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai de six mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

ARTICLE 11 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Bordeaux (celui du siège social de la structure qui rédige la convention).

A lieu, date

Jacques AUZOU

Philippe DUCENE

Président de L'Agglomération
du Grand Périgueux

Président du SDE 24